



**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/047 du 2 avril 2025
mettant en demeure la société SOUFFLET AGRICULTURE de respecter les prescriptions
applicables pour son établissement situé chemin du Port sur le territoire
de la commune de GRIGNY (91350)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-PREF-DCPPAT-BCA-193 du 24 juin 2024 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 965438 du 12 décembre 1996 autorisant la société CERAPRO, à exploiter Chemin du Port 91350 GRIGNY, les activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement:

- ex 2160-1° (A) – silos de stockage de céréales
- ex 1180-1° (D) – appareil contenant plus de 30 l de polychlorobiphényles

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant en date du 22 juin 2004 délivré à la société SOUFFLET AGRICULTURE pour l'exploitation des activités exercées par la société CERAPRO chemin du Port 91350 GRIGNY,

VU l'arrêté préfectoral n° 2008.PREF.DCI3/BE0022 du 12 mars 2008 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social est situé quai Sarrail BP 12 - 10400 NOGENT-SUR-SEINE, pour l'exploitation sise chemin du Port 91350 GRIGNY, des activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2160.1.a (A) – silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, en silos ou installations de stockage étant supérieure à 15 000 m³
- 2260-2 (NC) - broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épiluchage et décortication de substances végétales et de tous produits organiques naturels à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226 mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail
- 2920-2 (NC) - installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ pascals ; comprimant des fluides non inflammables et non toxiques
- 1155 (NC) – dépôt de produits agropharmaceutiques

VU le récépissé de cessation partielle d'activités n° 2009-0055 du 13 mai 2009 délivré à la société SOUFFLET AGRICULTURE suite à l'élimination du transformateur électrique et du condensateur contenant du PCB (rubrique n° 1180-1) sur son site de GRIGNY,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013.PREF.DRCL/BEPFI/SSPILL/115 du 21 mars 2013 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social est situé quai Sarraill BP 12 - 10400 NOGENT-SUR-SEINE, pour l'exploitation sise chemin du Port 91350 GRIGNY, des activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2160.a (A) - Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, en silos ou installations de stockage, le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m³,
- 2260.2b (NC) - Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication de substances végétales et de tous produits organiques naturels à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail.
- 2920 (NC) - Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ pascals et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques
- 2171 (NC) - Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole
- 2714 (NC) - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711

VU le courrier en date du 3 octobre 2014 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France (DRIEE) actant la mise à jour de la situation administrative de la société SOUFFLET AGRICULTURE pour ses installations exploitées chemin du Port 91350 GRIGNY,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 18 février 2025, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 24 octobre 2024, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 13 mars 2025 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission au courrier préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 24 octobre 2024, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- absence de registre permettant de s'assurer de la réalisation des contrôles visuels des moteurs et câbles d'asservissement
- les vannes d'isolement des réseaux d'assainissements ne sont pas fonctionnelles
- la colonne sèche (qui constitue un élément important pour la défense contre l'incendie) n'est pas conforme

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des arrêtés préfectoraux portant imposition de prescriptions complémentaires n° 2008.PREF.DCI3/BE0022 du 18 mars 2008 (article 3 du Titre 2 – Prévention et article 1.2 du Titre 5 – Plan des réseaux) et n° 2013.PREF.DRCL/BEPFI/SSPILL/115 du 21 mars 2013 (article 5.2 – Equipements),

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOUFFLET AGRICULTURE de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social est situé quai Sarraill BP 12 - 10400 NOGENT-SUR-SEINE, exploitant une installation sise Chemin du Port 91350 GRIGNY, est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de :

- l'arrêté préfectoral n° 2008.PREF.DCI3/BE0022 du 12 mars 2008 portant imposition de prescriptions complémentaires et notamment les articles suivants :
 - article 3 du Titre 2 – Prévention, en réalisant et en enregistrant dans un registre les contrôles visuels des moteurs et câbles d'asservissement qui sera mis à la disposition de l'inspection des installations classées ;
 - article 1.2 du Titre 5 – Plan des réseaux, en réalisant des travaux de mise en conformité du bon fonctionnement des trois vannes permettant de garantir l'isolement des réseaux d'assainissements du site par rapport à l'extérieur ;
- l'arrêté préfectoral n° 2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/115 du 21 mars 2013 portant imposition de prescriptions complémentaires et notamment l'article 5.2 – Equipements, en réalisant des travaux permettant de garantir l'entretien, la maintenance et le bon fonctionnement de la colonne sèche ;

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société SOUFFLET AGRICULTURE, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de GRIGNY.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général

Olivier DELCAYROU

